

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Morts-pour-AREVA-Agoravox-12-01>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Enlèvement au Niger : le vrai coût du nucléaire > **Morts pour AREVA ? (Agoravox - 12/01/2011)**

12 janvier 2011

Morts pour AREVA ? (Agoravox - 12/01/2011)

Deux otages français viennent de trouver la mort à la frontière du Mali.

Les médias, quasi d'une seule voix, incriminent des brigands ou des terroristes qui seraient seulement intéressés par transformer leurs otages en monnaie sonnante et trébuchante.

Pourtant AREVA et son nucléaire ne sont pas si loin, mais pas grand monde ne l'évoque.

Depuis la prise d'otage, l'information a évolué au fil des jours.

Au départ, seule l'armée nigérienne avait décidé de prendre en chasse les kidnappeurs.

Le 8 janvier, Sarkozy saluait « l'engagement des forces nigériennes pour tenter de libérer nos deux compatriotes ».

Au fil des communiqués, on voyait pointer le bout du nez de l'armée française, pour enfin apprendre que c'était elle, qui grâce à son aviation, avait repéré les fuyards.

Un premier accrochage a eu lieu, provoquant la mort de deux gendarmes nigériens.

Au fil des heures, il était brusquement question « d'opération engagée coordonnée avec des éléments français présents dans la région » dicit Alain Juppé.

En effet, on apprenait le 9 janvier que d'une part les forces nigériennes poursuivaient les fuyards, et que d'autre part, les militaires français mettaient en place un « dispositif de surveillance et d'interception ».

Un avion de surveillance français atlantique 2 permettait de localiser le détachement des fuyards, en le suivant jusqu'au lieu d'interception.

Le colonel Burkhard l'a confirmé, ajoutant :

« La situation allait devenir extrêmement délicate pour les otages, et l'opportunité de les libérer à été saisie ».

Puis on apprend enfin, le 11 janvier 2011, grâce à Médiapart, qu'au moment de l'affrontement, en

territoire malien, aucun militaire nigérien n'était présent, et que seuls des commandos français avaient mené l'attaque.

Donc au bout du compte, c'est bien l'armée française qui a tiré sur les ravisseurs.

On ne peut que s'étonner de la transformation de la vérité au fil des heures et des jours, et de la complicité hasardeuse, et peut être involontaire, de la part de journalistes qui se sont prêtés sans hésiter au petit jeu « de l'information fiction ».

Quant à l'origine de la mort des deux otages, selon l'état major de l'armée française « tout laisse à penser qu'ils ont été exécutés par les terroristes ». Ce qui signifie qu'on n'en sait rien.

En effet, comment pouvoir affirmer qu'ils ont été exécutés, alors que des balles françaises peuvent tout aussi bien être à l'origine de la mort des otages.

Malgré tout, un spécialiste défense, cité par l'AFP affirme : « on est sûrs que les otages n'ont pas été tués par un tir fratricide ».

Comment peut-on être autant affirmatif tant que l'autopsie n'a pas été effectuée ?

François Loncle député PS affirme qu'elle sera réalisée sur les corps des 2 otages ce qui permettrait de dire d'où venaient les balles qui ont tué les otages.

Et brusquement, le 12 janvier, on apprend que l'un des otages a reçu une balle dans la tête, et que l'autre corps est calciné.

Ce qui soulève d'autres questions : comment pendant une cavale, les ravisseurs auraient-il pu brûler le corps d'un l'otage ? Que veut-on cacher ?

Mais au delà de cette péripétie tragique, on peut être surpris de ne jamais entendre parler à aucun moment de l'implication française de la France au Niger, par AREVA interposée.

On sait que la France, qui prône le nucléaire, grâce à l'indépendance qu'il devait pouvoir lui procurer, n'a pas les moyens de cette indépendance, puisque 100% de notre approvisionnement dépend des mines d'uranium étrangères.

Pour cette raison, elle s'est investie au Niger, très riche en uranium, d'autant qu'elle ne peut plus compter sur le gisement gabonais maintenant épuisé.

Le gisement nigérien d'Imouraren en a produit 1781 tonnes en 2005, et s'est agrandi pour atteindre bientôt les 6000 tonnes.

L'uranium nigérien représente 20% de notre consommation nationale (lien) et en 2012 la moitié de l'uranium consommé par les centrales nucléaires françaises viendra du Niger.

On peut voir un documentaire sur l'exploitation de ces mines d'uranium sur ce lien.

Ce que l'on sait moins, c'est que les Touaregs qui vivent sur le territoire où se trouvent les mines d'uranium ont été en rupture avec le gouvernement nigérien qu'ils accusaient de détournement de richesse.

L'un d'entre eux, Al Moustapha Alhlacen a déclaré : « le nucléaire n'est pas une énergie propre, nous voulons informer le monde, évoquer les problèmes de radioactivité qui provoquent des morts, des maladies, des fausses couches. Il n'y a plus de faune, plus de flore, autruches et gazelles ont disparu ».

Il a ajouté : « Areva est un état dans l'état, dirigé par une bande de criminels, de pilleurs et de voleurs ».

Récemment, la société Somair, du groupe AREVA, a répandu accidentellement 200 000 litres de déchets extrêmement radioactifs dans l'environnement, suite à la rupture d'une digue le 11 décembre 2010, (photo aérienne) à seulement 3,5 km de la ville d'Arlit.

Au début des années 90, sous le nom de MNJ (mouvement des nigériens pour la justice) les Touaregs ont donc décidé de se mobiliser et ont levé une véritable armée de 4000 hommes, sous les ordres d'Aghali Alambo.

L'argent de Kadhafi a beaucoup aidé cette rébellion armée.

Ils ont décidé d'attaquer les mines d'uranium, d'en arrêter le fonctionnement, et de s'occuper des cargaisons qui prennent la route pour aller jusqu'à la mer.

Rhissa Ag Boula, chef historique de la rébellion Touareg au Niger avait déclaré à l'occasion :

« Nous n'avons pas le choix, car le régime de Niamey ne respecte pas les accords de paix de 1995 et se livre à une terrible répression contre les civils ».

Les pouvoirs nigériens et français ont déclaré que ces Touaregs ne sont qu'un groupe de bandits armés, de trafiquants, et que les prises d'otages ne sont que l'occasion pour eux de s'enrichir.

Ce qui fait rétorquer Rhissa Ag Boula : « je ne connais pas de bandits armés qui attaquent avec succès des bases militaires entières ».

Les Touaregs voulaient au moins avoir une part du gâteau liée à l'exploitation de cet uranium, ce que manifestement le pouvoir nigérien lui avait refusé jusque là.

L'enjeu est de taille : le prix de l'uranium est passé de 23 000 fr Cfa, à plus du triple et il est revendu 130 000 fr Cfa.

Un documentaire a été réalisé sur le sujet (la Bataille de l'uranium, réalisé par Nahan Siby, Frederique Denis, Stephane Manier- galaxie presse-2008- France 5).

On a déjà oublié les deux journalistes d'Arte, Thomas Dandois et Pierre Creisson, emprisonnés au Niger en 2007 pour avoir voulu enquêter comme par hasard sur la rébellion Touareg. Il y a donc manifestement des vérités qui dérangent.

Le Niger, on le sait, était aux mains de Mamadou Tandja, un despote de plus, longtemps soutenu par la France.

En mai 2009, il dissout le parlement afin de pouvoir briguer un nouveau mandat (lien) avant d'être renversé par un coup d'état le 18 février 2010, à la suite duquel c'est un autre militaire, Salou Djibo, qui a pris le pouvoir.

On sait de lui qu'il s'est illustré dans le combat contre les rebelles Touaregs.

Or en 2007, Mamadou Tandja, quelques jours avant de signer l'accord avec AREVA pour l'exploitation du gisement d'Imouraren avait rencontré à Agadez des délégués de la rébellion Touareg, qu'il qualifiait auparavant « de vulgaires bandits armés » en leur proposant l'amnistie. (Et on le suppose, des retombées financières de l'exploitation).

Faut-il y voir un lien avec le limogeage en septembre 2009 du chef Touareg, Aghali Alambo, et la

tentative de médiation menée par Kadhafi entre Tandja et la rébellion Touareg ?.

Début janvier 2009, Rhissa Ag Boula avait rejoint Alambo pour continuer la guérilla du côté d'Agadez, à la tête d'une vingtaine de 4x4, bondés d'hommes armés.

Dans le courant 2009, la rébellion Touareg a cessé le combat, démobilisant près de 4000 combattants, et en septembre 2010, les Touaregs ont déclaré que « la recrudescence de l'insécurité dans le nord Niger, abritant les mines d'uranium, est la conséquence de cette indifférence vis-à-vis de leurs éléments après leur désarmement »

Si on lit entre les lignes, ne sont-ils pas en train de dire que les enlèvements qui se suivent seraient facilités par les ex-rebelles Touaregs, lesquels affirment que le gouvernement nigérien n'a jamais tenu les promesses qui devaient les associer à la construction de la paix ?

Ce qui expliquerait la réticence du Mali à combattre l'Aqmi, de crainte de voir resurgir la rébellion Touareg.

Alors aujourd'hui qui peut encore croire que les kidnappings qui se multiplient au Niger sont seulement le fait de voyous, juste intéressés par récolter un peu d'argent d'une rançon, et que le nucléaire d'AREVA n'y est pour rien ?

Peut être que l'avenir nous en apprendra plus, car comme dit souvent mon vieil ami africain :

« Celui qui confond la chaleur d'un foyer avec les flammes de l'enfer risque de se brûler ».

Voir en ligne : <https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/morts-pour-areva-87140>